

Belgrade et les droits de l'homme – succès ou échec?

par H. Gordon Skilling

Il est difficile d'apprécier le succès ou l'échec de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui s'est terminée récemment à Belgrade. Cela tient à la fois au peu d'information que l'on a obtenu sur ses délibérations et à l'extraordinaire diversité des avis qui ont été exprimés sur ses résultats. La *Pravda* de Moscou (10 mars 1978) a fait un bilan très positif de la conférence et en est venue à la conclusion que la réunion a «rempli le mandat» défini à Helsinki et «a démontré la détermination des nations européennes d'aller plus loin dans la voie tracée» par la conférence précédente. *Rudé právo* (11 mars), organe du parti communiste de la Tchécoslovaquie, dont on aurait pu s'attendre qu'il se plaigne du blâme adressé à son pays à Belgrade, fait écho à la *Pravda* en déclarant que la conférence a atteint «un résultat positif très important.» Le *Sunday Times* (12 mars) estime qu'en tant que «Conférence sur les droits de l'homme», Belgrade s'est révélée «un succès pour l'Occident». A l'autre extrême, le délégué suisse a déclaré publiquement que la part de succès s'établit à 1 p. cent et la part d'échec à 99 p. cent. S'il faut en croire le journal allemand *Die Zeit* (3 mars), la conférence s'est terminée par «un échec – et par un recul pour la détente». Le *Times* de Londres (10 mars) adopte un ton plus modéré en coiffant son article de tête du titre: «Disappointment, Not Disaster» (Une déception, non un désastre). Le *New York Times* (9 mars), sous le titre «*The Unending Human Rights Review*» (L'examen perpétuel des droits de l'homme), en vient à la conclusion que Belgrade «marque un progrès modeste mais important». Dans la même veine ou à peu près, les diplomates canadiens ont parlé «d'une déception, mais pas d'un échec», évaluant les résultats à 70 p. cent de succès.

Un verdict négatif

L'évaluation d'une conférence internationale est une tâche difficile, car il est impossible d'en mesurer les résultats avec assurance, encore moins avec une précision mathématique. Les critères d'appréciation sont nécessairement imprécis et ambigus, variant d'un pays à l'autre, voire d'une personne à l'autre. Il semble pourtant, à première vue, qu'un verdict largement négatif s'impose dans le cas d'une réunion qui a oc-

cupé quelque 400 représentants de 35 pays pendant cinq mois, soit du 4 octobre 1977 au 8 mars 1978 (après une réunion préparatoire de huit semaines du 15 juin au 5 août), qui a produit en fin de compte un document de quelques centaines de mots à peu près dépourvus de substance et qui, pour reprendre les termes d'un journal allemand, a enfanté «une souris». En outre, aucune des propositions concrètes, – il y en eut au-delà d'une centaine, – en vue de l'application de l'accord d'Helsinki n'a été adoptée. Toutes, à l'instar des propositions faites en vue d'une déclaration finale substantielle, ont sombré sur le roc du «consensus» requis. Les sessions, il est vrai, ont produit un torrent de mots et une montagne de papier sur tous les sujets mentionnés dans l'Acte final d'Helsinki, y compris l'épineuse question des droits de l'homme. Hélas! tout cela s'est déroulé à huis-clos, de sorte que le grand public ignore à peu près tout de ce qui s'est passé et soupçonne au fond que rien d'important n'a eu lieu. A quelques notables exceptions près, les organes d'information du monde, limités qu'ils étaient aux communiqués occasionnels ou aux conférences de presse régulières, ont pratiquement fait le silence autour des délibérations. Il n'y a pas un seul journal ni un seul réseau de radio ou de télévision canadiens qui ait envoyé un représentant à Belgrade pour toute la durée de la conférence. Un seul journal, *Le Devoir*, a publié des comptes rendus réguliers et bien informés.

Le fait qu'on n'ait pu s'entendre, à la conférence de Belgrade, sur le texte d'un document final substantiel et qu'après des semaines d'atermoiements elle ait fini par adopter un communiqué aussi bref qu'émasculé a eu pour effet de discréditer toute la réunion aux yeux du monde. L'analyse comparative des avant-projets rivaux du com-

*M. H. Gordon Skilling, qui est professeur de science politique à l'Université de Toronto depuis 1959, est spécialisé dans l'histoire et la politique de l'Europe de l'Est. Il a visité cette région pour la première fois en 1935. Il est l'auteur de *Czechoslovakia's Interrupted Revolution* (Princeton, 1976). L'article ci-contre n'engage que l'auteur.*